



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/16880/Add.40
5 novembre 1985
FRANCAIS
ORIGINAL ANGLAIS

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN

Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct suivant.

La liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/16880, daté du 7 janvier 1985, S/16880/Add.4, daté du 13 février 1985, S/16880/Add.18, daté du 20 mai 1985, S/16880/Add.24, daté du 9 juillet 1985 et S/16880/Add.39, daté du 1er novembre 1985.

A la 2618ème séance, tenue le 9 octobre 1985, avant l'adoption de l'ordre du jour, le Président du Conseil de sécurité a donné lecture de la déclaration ci-après (S/17554), qu'il a, a-t-il dit, été autorisé à faire au nom des membres du Conseil de sécurité :

"Les membres du Conseil de sécurité se réjouissent d'apprendre que les passagers et l'équipage du navire de croisière Achille Lauro ont été relâchés et regrettent que cet acte ait coûté la vie à un passager.

Ils souscrivent à la déclaration du Secrétaire général, en date du 8 octobre 1985, condamnant tous les actes de terrorisme.

Ils condamnent résolument ce détournement injustifiable et criminel, de même que tout autre acte de terrorisme, y compris la prise d'otages.

Ils condamnent également le terrorisme sous toutes ses formes, en tous lieux et quels qu'en soient les auteurs."

Pendant la semaine se terminant le 12 octobre 1985, le Conseil de sécurité a pris des mesures concernant les questions suivantes :

Pièce de l'Angola contre l'Afrique du Sud (voir S/12520/Add.17, S/13033/Add.11, S/13033/Add.12, S/13033/Add.43, S/13737/Add.25, S/14326/Add.34, S/14326/Add.35, S/15560/Add.50, S/15560/Add.51, S/16270, S/16880/Add.24, S/16880/Add.37 et S/16880/Add.39)

Le Conseil de sécurité a poursuivi l'examen de cette question à ses 2616ème et 2617ème séances, tenues le 7 octobre 1985.

Au cours de ces séances, outre les représentants déjà invités, le Président, a, avec l'assentiment du Conseil, invité les représentants du Ghana, du Maroc et de la Tunisie, sur leur demande, à participer au débat sans droit de vote.

Comme suite à la demande datée du 4 octobre 1985, émanant du Burkina Faso, de l'Egypte et de Madagascar (S/17541), le Conseil a adressé une invitation, conformément à l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, à M. Mfanafuthi J. Makatini.

A la 2616ème séance, le 7 octobre 1985, le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/17531), présenté par le Burkina Faso, l'Egypte, l'Inde, Madagascar, le Pérou et la Trinité-et-Tobago.

A la 2617ème séance, le Conseil de sécurité a procédé à un vote sur le projet de résolution publié sous la cote S/17531. A la demande du Président, en sa qualité de représentant des Etats-Unis, le paragraphe 6 du projet de résolution (S/17531) a été mis aux voix séparément et adopté par 14 voix contre zéro, avec une abstention (Etats-Unis d'Amérique).

Le Conseil de sécurité a ensuite voté sur l'ensemble du projet de résolution (S/17531) qui a été adopté à l'unanimité en tant que résolution 574 (1985).

Le texte de cette résolution se lit comme suit :

Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné la demande du Représentant permanent de l'Angola auprès de l'Organisation des Nations Unies, publiée sous la cote S/17510,

Ayant entendu la déclaration du Représentant permanent de l'Angola auprès de l'Organisation des Nations Unies,

Considérant que tous les Etats Membres ont l'obligation de s'abstenir dans leurs relations internationales de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat ou d'agir de toute autre manière incompatible avec les principes et les buts des Nations Unies,

Rappelant ses résolutions 387 (1976), 428 (1978), 447 (1979), 454 (1979), 475 (1980), 545 (1983), 546 (1984), 567 (1985) et 571 (1985), par lesquelles il a, entre autres, condamné les actes d'agression commis par l'Afrique du Sud contre la République populaire d'Angola et exigé que l'Afrique du Sud respecte scrupuleusement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République populaire d'Angola,

Gravement préoccupé par les actes d'agression persistants et hostiles perpétrés sans provocation et par les constantes incursions armées commises par le régime raciste d'Afrique du Sud en violation de la souveraineté, de

l'espace aérien et de l'intégrité territoriale de la République populaire d'Angola, et en particulier par l'incursion armée menée en Angola le 28 septembre 1985,

Conscient de la nécessité de prendre des mesures efficaces pour prévenir et écarter toutes menaces à la paix et à la sécurité internationales que créent les actes d'agression de l'Afrique du Sud,

1. Condamne énergiquement le régime raciste d'Afrique du Sud pour sa dernière agression préméditée et non provoquée contre la République populaire d'Angola ainsi que pour son occupation continue de certaines parties du territoire de cet Etat, qui constituent une violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Angola et compromettent gravement la paix et la sécurité internationales;

2. Condamne énergiquement aussi l'Afrique du Sud pour son utilisation du territoire, occupé illégalement, de la Namibie comme d'une base pour perpétrer des actes d'agression contre la République populaire d'Angola et pour maintenir son occupation d'une partie du territoire de ce pays;

3. Exige une fois de plus que l'Afrique du Sud mette fin immédiatement à tous actes d'agression et retire sur le champ et sans conditions toutes ses forces armées occupant le territoire angolais, et qu'elle respecte scrupuleusement la souveraineté, l'espace aérien, l'intégrité territoriale et l'indépendance de la République populaire d'Angola;

4. Réaffirme le droit de la République populaire d'Angola, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et en particulier de l'Article 51, de prendre toutes les mesures nécessaires pour défendre et sauvegarder sa souveraineté, son intégrité territoriale et son indépendance;

5. Demande à tous les Etats d'appliquer intégralement l'embargo sur les armes imposé à l'encontre de l'Afrique du Sud par la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité;

6. Prie de nouveau les Etats Membres d'octroyer toute l'assistance nécessaire à la République populaire d'Angola en vue de renforcer sa capacité de se défendre face à l'escalade d'actes d'agression de l'Afrique du Sud et à l'occupation de certaines parties du territoire de l'Angola par les forces armées sud-africaines;

7. Prie la Commission d'enquête créée en application de la résolution 571 (1985), composée de l'Australie, de l'Egypte et du Pérou, de faire rapport d'urgence sur son évaluation des dommages résultant de l'agression sud-africaine, notamment des derniers bombardements;

8. Décide de se réunir à nouveau si l'Afrique du Sud ne se conforme pas à la présente résolution, afin d'envisager l'adoption de mesures plus efficaces, conformément aux dispositions appropriées de la Charte;

9. Décide de demeurer saisi de la question.

Le problème du Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
(voir S/11935/Add.2, S/11935/Add.3 et S/11935/Add.4)

Dans une lettre datée du 30 septembre 1985, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/17507), le représentant de l'Inde, se référant à la décision de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'est tenue à Luanda du 4 au 8 septembre 1985, a demandé, au nom du Mouvement des pays non alignés, que le Conseil de sécurité se réunisse d'urgence pour examiner le point intitulé "Le problème du Moyen-Orient, y compris la question palestinienne".

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question de ses 2618ème à 2622ème séances, tenues entre le 9 et le 11 octobre 1985.

A la 2619ème séance, tenue le 10 octobre 1985, le Président a appelé l'attention sur la demande contenue dans la lettre datée du 9 octobre 1985, émanant du représentant permanent de l'Egypte auprès de l'Organisation des Nations Unies, en vue de convier le chef du Département politique et membre du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à participer au débat. Il a dit que la proposition n'était pas formulée conformément aux article 37 ou 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité mais que, si le Conseil accédait à cette demande, l'invitation conférerait à l'OLP les mêmes droits de participation que ceux conférés aux Etats Membres invités conformément à l'article 37.

A l'issue du débat, le Conseil de sécurité a adopté la proposition par 10 voix contre une (Etats-Unis d'Amérique), avec 4 abstentions (Australie, Danemark, France et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

Au cours des séances, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité, sur leur demande, à participer au débat sans droit de vote, les représentants des pays ci-après : Afghanistan, Algérie, Bangladesh, Cuba, Indonésie, Israël, Jordanie, Koweït, Maroc, Pakistan, République arabe syrienne, République démocratique allemande, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique et Yougoslavie.

En réponse à une demande datée du 9 octobre 1985, émanant du Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a adressé une invitation au Président de ce comité, conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Faisant droit à la demande datée du 10 octobre 1985, émanant du Représentant permanent du Koweït auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/17558) et à une autre demande datée du même jour, émanant du Représentant permanent de l'Egypte auprès de l'Organisation (S/17560), le Conseil a, conformément à l'article 39, adressé une invitation à M. Clovis Mokscud, à sa 2620ème séance, et à M. Seïd Sheriffudin Pirzada, secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique, à sa 2621ème séance.

